Répression de la criminalité

parole, ou du moins ne le font pas, pour dire ce que pensent leurs électeurs de ce projet de loi.

C'est une bien mauvaise façon de gouverner que de jouer ce tour de la clôture à l'opposition pour l'empêcher de bien renseigner les Canadiens. S'il y a une chose sur laquelle ils doivent être bien renseignés c'est bien de ce bill-là, puisque c'est la première fois dans notre histoire qu'il est question de réglementer ainsi les armes à feu.

Nous avons déjà des lois relatives aux armes à feu, des lois qui pourraient et devraient tenir les criminels en échec, si elles étaient bien appliquées. Mais voilà que l'actuel gouvernement nous arrive avec un bill de ce genre, qu'il veut nous laisser discuter le moins possible, pour empêcher la population de savoir ce qui se passe vraiment. Il veut le faire renvoyer au comité. Bien sûr, car les Canadiens ne peuvent pas savoir ce qui se passe dans les comités.

A mon avis, si le gouvernement tient tant à l'envoyer au comité, c'est dans le but de laisser les choses se tasser un peu, pour essayer ensuite de convaincre les Canadiens qu'il a raison, avec son battage publicitaire. Mais je ne pense pas qu'il réussisse dans le cas présent. Je pense que la population a appris à voir clair dans les tactiques du gouvernement.

A un moment donné, j'ai moi-même espéré que le gouvernement ferait du travail sérieux avec son bill C-83, son bill sur l'ordre public. J'ai espéré qu'il se montrerait ferme dans l'application de la loi. Mais il a fallu que, juste à ce moment, l'affaire des juges éclate. Nous avons appris que des ministres téléphonaient aux juges pour leur parler d'affaires pendantes. Nous avons tout de suite pu comprendre que le gouvernement n'était pas sérieux. S'il l'avait été, le premier ministre n'aurait pas hésité à ouvrir une enquête publique sur l'affaire des juges. Là, il aurait fait voir aux Canadiens qu'il était un peu sérieux. Mais il ne l'a pas fait, et c'est au tour des Canadiens de ne pas le prendre très au sérieux.

M. Paul E. McRae (secrétaire parlementaire du ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, les bills C-83 et C-84 sont des mesures législatives complémentaires. Leur objet fondamental est d'extirper autant que possible la violence de notre société. Une raison pour laquelle je suis fortement en faveur du bill C-84, et je la mentionne juste avant de traiter du bill C-83, c'est que pour arriver à extirper la violence d'une société, on ne peut pas utiliser des moyens violents. C'est pourquoi je suis abolitionniste. Il ne s'agit pas d'une affaire de conscience ou de moralité, c'est tout simplement parce qu'on ne peut diminuer la violence en utilisant des moyens violents. Le bill C-83 est une démarche entreprise pour résoudre le problème de la violence dans notre société.

Je voudrais consacrer quelques instants à l'étude de la violence de façon générale et des raisons pour lesquelles l'usage de la violence s'accroît dans notre société. Qu'il me soit permis de citer quelques données statistiques.

En 1970, on a commis au Canada au total 1.1 million d'infractions au Code pénal. En quatre ans, soit jusqu'en 1974, ce chiffre a été porté à 1.45 million, environ un acte criminel par 17 habitants au Canada. Bien entendu, le terme n'est pas juste, car certaines personnes commettent plus qu'un délit. Les crimes ont augmenté de 31.8 p. 100 durant cette période. Les délits d'agression, tels que le viol, le meurtre et le vol à main armée ont augmenté de 23.5 p. 100. Pour l'ensemble des crimes, les délits d'agression ont baissé de 9.2 p. 100 à 8.7 p. 100. Toutefois, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problème.

● (1540)

Je voudrais présenter une autre série de chiffres qui établissent un rapport entre les crimes commis au Canada et aux États-Unis. Entre 1970 et 1974, les délits d'agression ont augmenté de 23 p. 100 au Canada et de 24 p. 100 aux États-Unis. Le chiffre significatif est qu'en 1974, on notait 2.6 délits d'agression pour 100,000 habitants au Canada par rapport à 9.7 délits d'agression pour 100,000 habitants aux États-Unis, soit environ quatre fois plus. Je cite ces chiffres parce qu'ils ont leur importance quand nous étudions toute la question de la violence car c'est en somme sur quoi porte ce projet de loi.

Il y a bien des raisons pour lesquelles les actes de violence sont en hausse. En premier et avant tout, il y a l'insécurité générale de notre temps. Nous vivons à une époque bien spéciale. Je ne crois pas qu'il y ait une autre période dans l'histoire qui puisse se comparer à la nôtre. Les choses vont très rapidement. Nous sommes en proie à l'inflation, aux pénuries de ressources et à toute une gamme de problèmes. Les gens se sentent dans l'insécurité. Ils vivent dans l'insécurité. Les changements se font très rapidement.

Il y a un élément fondamental de conflit dans notre façon de voir la vie dans notre société. Ce conflit se manifeste de bien des façons. L'une est tout le domaine de la violence. Une autre réside dans l'usage accru des drogues. Si on analysait ces statistiques, 23 ou 24 p. 100 au cours de cette période au Canada, et de même aux États-Unis, on verrait que les drogues ont été beaucoup plus un élément dans les crimes violents. Il y a le besoin d'obtenir des drogues, leur consommation, et ainsi de suite. Je vois les drogues comme une conséquence du conflit de notre époque et des difficultés de la période dans laquelle nous vivons beaucoup plus que comme un problème en elles-mêmes, bien qu'elles posent un problème. Toutefois, le problème fondamental est l'insécurité de l'époque dans laquelle nous vivons.

Il y a un autre facteur qu'il nous faut reconnaître, et c'est l'accent que mettent les media, la télévision en particulier, sur la violence. Quand on compare le chiffre de 9.7 pour 100,000 habitants aux États-Unis par opposition à 2.6 au Canada pour les crimes violents, on voit qu'une partie de cette violence est transmise à notre société par les media, la télévision en particulier. Les jeunes grandissent en ayant sous les yeux des milliers de fusillades et de tueries à la télévision. C'est un autre facteur à étudier. Le bill n'en fait pas état, mais nous devons y penser.

J'aimerais parler du système d'éducation. J'y ai passé 20 ans, dont 18 comme principal d'une école secondaire. Je suis très préoccupé par ce qui se passe dans nos écoles. Je crois que cela contribue à la violence dans la société.

Je suis persuadé que les députés se rappellent la tragédie survenue à Brampton le printemps dernier quand un étudiant a abattu deux personnes et a tenté d'en tuer une autre. Un incident analogue s'est produit dans une école secondaire d'Ottawa l'automne dernier. Nous ne devrions pas considérer ces crimes comme des incidents isolés, car ils sont certes isolés, mais il y a des cas ou d'autres personnes sont impliquées qui ne figurent pas sous la rubrique des crimes. Par exemple, le taux des suicides dans nos écoles secondaires est très élevé.

Je n'aime pas simplifier les choses à outrance, mais on décèle dans nos écoles une tendance que je trouve très dangereuse. Nos écoles s'agrandissent de plus en plus. Nous avons adopté l'attitude comme quoi une école accommodant 1,800 élèves permet de dispenser une plus grande